

# la politique soviétique au moyen-orient 1955-1975

HELENE  
CARRERE D'ENCAUSSE



presses de la fondation nationale des sciences politiques



**Hélène Carrère d'Encausse**

**La politique soviétique au  
Moyen-Orient**

**1955-1975**

1975



**SciencesPo.**  
Les Presses

# Présentation

Présente au Moyen-Orient depuis vingt ans, l'URSS, malgré les difficultés et les revers, n'a pas cessé au cours de ces deux décennies d'y améliorer ses positions. L'histoire de ses relations avec le "monde arabe" n'a pas suivi un cours droit, un dessein précis. Les changements d'attitude envers un pays ou un autre et d'une étape à l'autre ont souvent déconcerté. Pourtant, à regarder en arrière, à reconstruire après coup, tout s'organise et s'éclaire.

# Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN numérique : 9782724680607

ISBN papier : 9782724603354

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

## S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site Presses de Sciences Po, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



[www.centre nationaldulivre.fr](http://www.centre nationaldulivre.fr)



**SciencesPo.**  
Les Presses

# Table

**Introduction** (Hélène Carrère d'Encausse)

---

## **PREMIÈRE PARTIE. LA LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME**

---

**Chapitre I. Des armes pour l'Égypte la fin du monopole occidental** (Hélène Carrère d'Encausse)

Le début d'une course aux armements au Moyen-Orient

La signification de l'accord : une initiative soviétique

**Chapitre II. Définition d'une nouvelle politique la coexistence pacifique** (Hélène Carrère d'Encausse)

Les prodromes d'une révision

Le XXe congrès : une rupture avec le stalinisme

Les ambiguïtés du XXe congrès

L'orientalisme au service d'une politique nouvelle

**Chapitre III. La crise de Suez** (Hélène Carrère d'Encausse)

Soutien à l'Égypte dans la nationalisation du canal

La guerre, l'entente soviéto-américaine

**Chapitre IV. La radicalisation du Moyen-Orient** (Hélène Carrère d'Encausse)

Le plan Chepilov

Le Moyen-Orient en crise, 1957–1958

Les formes de la pénétration soviétique au Moyen-Orient

L'affrontement au Liban et en Irak

---

## **DEUXIÈME PARTIE. LE GRAND DESSEIN**

---

**Chapitre I. La bourgeoisie nationale en question** (Hélène Carrère d'Encausse)

L'unité arabe contre le communisme

Heurs et malheurs de la gauche en Irak

Egypte et Syrie sur la voie des réformes

La bourgeoisie nationale a-t-elle achevé sa tâche ?

### **Chapitre II. La démocratie révolutionnaire et l'édification du socialisme** (Hélène Carrère d'Encausse)

« Sauter l'étape du capitalisme »

Des Etats qui édifient le socialisme

### **Chapitre III. Pax sovietica** (Hélène Carrère d'Encausse)

Le refus de la guerre

Réflexion et réaction

L'URSS, grand vainqueur de la guerre des six jours ?

---

## **TROISIÈME PARTIE. LE MOYEN-ORIENT DANS UNE STRATÉGIE GLOBALE**

---

### **Chapitre I. La percée égyptienne** (Hélène Carrère d'Encausse)

Un règlement intérimaire est-il possible ?

Le traité soviéto-égyptien et la fin du non-alignement

La dégradation des relations soviéto-égyptiennes

### **Chapitre II. La diversification des alliances** (Hélène Carrère d'Encausse)

Irak, l'alliance par traité

Syrie, l'alliance sans traité

Une nouvelle stratégie pour les partis communistes ?

### **Chapitre III. Pax americana** (Hélène Carrère d'Encausse)

Une guerre acceptée et préparée

Deux politiques

L'escalade et le recul

Les initiatives de Kissinger

Comment limiter la pax americana ?

### **Chapitre IV. Deux objectifs pour le futur consolider et déstabiliser** (Hélène Carrère d'Encausse)

Consolidation des relations avec les Etats arabes

Déstabiliser le Moyen-Orient

La conférence de Genève. Contre la politique des « petits pas »

**Conclusion** (Hélène Carrère d'Encausse)

# Introduction

## Hélène Carrère d'Encausse

« La grandeur de la Russie exige qu'elle parle la première chaque fois qu'il s'agit du destin de l'Orient », écrit le chancelier de l'empereur Nicolas Ier, lors du soulèvement de Mehmet Ali. L'Orient qu'évoque Nesselrode est celui qui se trouve aux portes de l'Empire, le Proche-Orient ou encore l'Asie antérieure<sup>[1]</sup>. L'empire russe, auquel l'Union soviétique a succédé, s'est toujours intéressé à ce qui lui était proche géographiquement et culturellement. C'est cette conception de la proximité qui a d'ailleurs présidé à la formation de l'empire lui-même, empire qui s'étend sur les territoires contigus, empire d'un seul tenant, empire-continent à cheval sur l'Europe et l'Asie si étroitement mêlées qu'on ne sait plus finalement où passe leur frontière. L'abandon de l'Alaska, séparé du continent par le seul détroit de Behring, témoigne du peu d'intérêt que porte la Russie aux aventures lointaines, aux conquêtes ultramarines.

Les bolcheviks, lorsqu'ils s'emparent du pouvoir, sont plutôt tournés vers l'Occident, attendant qu'il devienne à son tour révolutionnaire, et prêtent peu d'attention à l'Orient. Mais, lorsque la politique soviétique s'ouvre, en 1955, sur le monde extérieur, elle reprend à son compte les données traditionnelles de la politique des tsars. Ce qui la fascine c'est le monde proche — les incursions sporadiques en Afrique ou en Amérique latine ne sont guère réussies — et ce qui lui paraît décisif c'est une fois encore l'Orient proche. Depuis 1917, l'URSS a été presque constamment exclue de cet Orient qui, cependant, reste pour elle un lieu d'intérêt privilégié, un centre de nombreux rendez-vous manqués, un thème de propagande.

Un lieu d'intérêt privilégié. En 1917, les bolcheviks attendant la révolution occidentale et croient que l'histoire mettra longtemps avant de pénétrer en Orient. Pourtant, en Orient aussi, ils affirment que la révolution d'Octobre a apporté un changement décisif. En dénonçant les accords secrets et les traités inégaux, en annonçant la fin des dominations, ils répondent aux



aspirations les plus profondes des peuples dominés d'Orient. Puis, lorsque meurt le rêve de la révolution occidentale, Lénine — qui a toujours pressenti l'importance de l'Orient, celle des masses qui par « centaines de millions montent sur la scène de l'histoire » — tourne un bref moment ses espoirs révolutionnaires déçus vers cet Orient si proche et qui résonne de tous les échos de la révolution russe. Le rêve expansionniste et dominateur des tsars a fait place à l'idée d'une expansion révolutionnaire libératrice. Si le contenu change, la conscience profonde que Russie et Orient ont des destins proches, solidaires, subsiste aussi forte que dans le passé.

La stabilisation de 1921, la construction dans la solitude d'une citadelle socialiste coupent les liens de l'Etat soviétique avec le monde extérieur ; pendant trente-cinq ans l'URSS n'aura plus d'intérêts hors de ses frontières. Mais aussitôt l'isolement rompu — pour un bref moment durant la guerre, définitivement en 1955 — l'intérêt pour l'Orient ressurgit et occupe une place centrale dans la politique extérieure soviétique.

Les rendez-vous manqués ont été nombreux entre 1917 et 1955. Un an après la révolution, la création à Moscou d'une Union pour la libération de l'Orient témoigne que les bolcheviks sont conscients de l'agitation qui règne dans les Etats voisins. Au Congrès de Bakou, en 1920, ils essaieront de définir une stratégie révolutionnaire propre à transformer l'agitation sporadique et dispersée en un mouvement cohérent. Ils sont poussés dans cette voie par des communistes orientaux comme l'Indien Roy ou le Tatar Sultan Galiev qui opposent à une Europe amorphe, fermée aux appels révolutionnaires, incapable de se lever à l'appel des bolcheviks, l'Orient, « foyer révolutionnaire brûlant ». Sans doute, ces communistes d'un type nouveau défendent-ils des conceptions diverses, parfois bien éloignées de la réalité. Pour les uns, tel Roy, l'Orient est déjà dominé par des classes, ouvrières nombreuses, encadrées par des partis communistes de type classique. Pour les autres, tel le Sultan Galiev, plus proche du réel, la révolution doit se conformer aux sociétés agraires de l'Orient, doit être nationale — la libération des nations et non celle des classes est leur problème premier —, doit être faite par des mouvements nationaux partout existant et non par d'imaginaires partis communistes. Entre ces deux extrêmes, les bolcheviks et le Komintern, parti mondial de la révolution, chercheront durant des années la vérité et une stratégie adéquate. Ce qui se passe alors aux frontières de l'Etat soviétique, tantôt les encourage à précipiter cette révolution par n'importe quel moyen, tantôt les en dissuade. En 1919, la révolte de Kutchik Khan dans le Ghilan, celle de

Khiabani dans l'Azerbaïdjan iranien ne sont-elles pas les signes avant-coureurs d'une explosion générale ? Révoltes d'autant mieux venues qu'elles semblent prolonger l'ancienne tradition, parce que situées aux frontières du nouvel Etat socialiste. Les troupes de Raskolnikov s'efforcent, en 1920, d'aider Kutchik Khan.

Un an plus tard, la révolution s'est arrêtée partout en Orient. L'Etat soviétique soutient en Turquie, financièrement et militairement, Mustafa Kemal qui enlève toute chance d'action aux petits groupes communistes, signe un traité avec l'Iran, qui a vaincu la révolte du Ghilan et de Tabriz, et avec l'Afghanistan que Moscou appelait, en 1919, « le noyau de la révolution<sup>[2]</sup> ». La révolution ne s'est pas étendue. En revanche, l'Etat soviétique, qui s'impose en 1921, s'efforce de réaffirmer ses intérêts en orient par la voie des relations interétatiques. Les traités signés avec ses voisins, s'ils affirment des rapports d'égalité et excluent toute notion d'influence, normalisent la situation. A la conférence de Lausanne, en 1923, l'URSS caresse un moment l'espoir de faire reconnaître par la société internationale ses intérêts dans les Détroits. La convention, signée le 24 juillet 1923, fut pourtant une grande désillusion pour l'URSS : elle n'avait pas réussi à s'imposer ni comme grande puissance, ni comme puissance régionale<sup>[3]</sup>. Pendant vingt ans, le Proche-Orient voisin est réduit, pour la Russie, à ses trois voisins immédiats. Du monde arabe elle ne sait pas grand-chose et ne peut pas envisager de s'y heurter à la puissance française et anglaise. Les perspectives de rapprochement avec l'Orient, soit grâce à la communauté des systèmes politiques en 1919, soit grâce à des traités d'amitié, s'amenuisent progressivement. Dès le début des années trente les relations avec les Etats voisins se détériorent.

La seconde guerre mondiale semble donner à l'URSS de nouvelles perspectives au Moyen-Orient. Une première fois, en novembre 1940, Soviétiques et Allemands se partagent, lors d'une réunion à Berlin, des zones d'influence. Staline réclame une sphère d'intérêt en direction du golfe Persique qui recouvrirait l'Irak, l'Iran, une partie de la Syrie, la Turquie, le Liban, l'Arabie, et des bases dans les Détroits. Ces discussions n'eurent pas de lendemain. Elles ont au moins le mérite d'éclairer l'idée que se fait l'URSS de ses intérêts au Moyen-Orient quand la possibilité lui est donnée de les défendre : contrôle des grandes voies de passage, contrôle des producteurs pétroliers.

Après la rupture avec l'Allemagne, l'alliance conclue avec la Grande-Bretagne ouvre à l'URSS, pour la première fois dans l'histoire, les portes

de ce Moyen-Orient si jalousement gardées jusqu'alors par les puissances européennes. Le Nord de l'Iran est ouvert aux troupes soviétiques, des missions s'installent dans les pays arabes. Le menaçant rival, toujours soupçonné de vouloir agiter les peuples d'Orient contre les puissances mandataires, est devenu soudain un indispensable allié. Faut-il s'étonner, dès lors, qu'en 1945 l'allié désire profiter des positions acquises ? L'URSS réclame à la Turquie les Vilayet de Kars et d'Ardahan perdus au lendemain de la première guerre ; elle demande une révision des accords de Montreux qui améliorerait sa position dans les Détroits ; elle veut aussi participer au partage des colonies italiennes et réclame un mandat sur l'Erythrée, la Tripolitaine, la Libye. En Iran enfin, la présence de l'Armée rouge, peu pressée d'évacuer le sol iranien, favorise la constitution de deux républiques populaires — l'Azerbaïdjan et la République kurde de Mahabad — et leur sécession. Les alliés font obstacle aux exigences territoriales de l'URSS, mais le maintien des troupes soviétiques dans le Nord de l'Iran jusqu'en mai 1946 encourage les rebelles de Tabriz et Mahabad, et offre un dangereux exemple à d'autres minorités. Les Kurdes de l'Irak ne seront-ils pas tentés de le suivre ?

Une fois encore, Moscou a manqué sa tentative d'expansion. Les Etats du Moyen-Orient, et d'abord les voisins immédiats, se sont effrayés de voir l'URSS retrouver les visées expansionnistes de l'empire tsariste, et se sont tournés vers les Occidentaux. Le soutien prêté aux Kurdes et aux Azéris inquiète tous les Etats qui englobent dans leurs frontières des minorités. L'URSS perd le capital de confiance acquis dans le Moyen-Orient et se heurte à l'hostilité occidentale, essentiellement anglaise. Après un conflit qui la laisse épuisée peut-elle affronter ses alliés pour imposer ses ambitions ?

Des considérations intérieures aussi imposent le repli. La guerre a entraîné, en URSS même, un relâchement des contrôles. A la périphérie méridionale, peuplée de musulmans turcophones ou iranophones, ce relâchement s'est traduit par une montée des aspirations nationales. On ne peut pas dans le même temps contrôler les minorités à l'intérieur, leur imposer par la force le retour à une russification toujours refusée, et prêcher de l'autre côté des frontières la dislocation des Etats constitués, l'émancipation nationale et la séparation. Pour une fois, l'Orient est trop proche des territoires de l'URSS où se développe la contestation. Vingt-cinq millions de musulmans, répartis entre l'Asie centrale et le Caucase, vont contraindre Staline à une politique de repli.

Quatre années de présence au Moyen-Orient et d'espoir de s'y implanter durablement sont rapidement effacées. De cette période, l'URSS conserve des alliés, des partis communistes à qui la trêve intérieure due à la guerre a donné la liberté de se former et de s'organiser. Elle en tire aussi une leçon : longtemps hésitante entre deux vocations, celle de base révolutionnaire, celle d'Etat traditionnel, l'URSS a retrouvé au Moyen-Orient ses aspirations étatiques historiques et a cherché à les réaliser par les voies classiques de la puissance d'Etat. Comme le disait Nesselrode, l'Orient proche est son domaine d'élection ; et elle va s'efforcer d'y établir son influence comme tout Etat classique le fait, par un contrôle politique sur des territoires précis, par des droits codifiés et par la possession de bases. Sans doute, dans le Nord de l'Iran n'est-ce pas de mandat qu'il s'agit, mais de République populaire. Mais l'expansion de l'influence revêt des formes multiples. Dans tout l'Est européen, elle s'exerce par la voie précisément de la transformation politique intérieure. Pour l'Iran contigu, il en va de même ; du moins tels sont les espoirs de Staline, que la réalité démentira vite.

L'histoire donne à l'URSS un dernier rendez-vous au Moyen-Orient en 1947, La création de l'Etat d'Israël en est l'occasion. En butte à l'hostilité ouverte de ses voisins iraniens et turcs, exclue du monde arabe, l'URSS voit les perspectives s'ouvrir par l'apparition de ce nouvel Etat. En 1947, il lui apparaît comme l'ultime chance de destabiliser le Moyen-Orient de l'intérieur. Ce que les partis communistes locaux, trop faibles, ne peuvent faire à l'intérieur de chaque Etat, Israël peut peut-être le réaliser au sein du monde arabe ; les dirigeants soviétiques, malgré leur opposition fondamentale au sionisme, espèrent que l'Etat juif jouera ce rôle. Les principes socialistes qui animent les colonies juives, le passé des dirigeants de l'Etat juif qui ont souvent transité par des partis communistes est-européens ou luttés à leur côté, la volonté de modernisation de ces dirigeants, permettent de penser que dans le Moyen-Orient, aux structures figées, Israël sera un îlot de modernité, de progrès, en dernier ressort un modèle révolutionnaire. L'URSS attend de la création d'Israël des bouleversements internes, un sursaut « anti-impérialiste », qui affaibliraient définitivement les positions occidentales et ouvriraient la voie à ses propres entreprises.

Ces espérances initiales expliquent la rapidité avec laquelle l'URSS a reconnu Israël, elles expliquent aussi que lors de la première guerre israélo-arabe l'URSS ait pris parti pour le jeune Etat et l'ait aidé. Ici encore, les

calculs de Staline se sont avérés faux, marqués par la méconnaissance des réalités régionales. Israël n'a jamais été l'élément moteur d'une transformation des sociétés au Moyen-Orient, ni le chef de file d'une croisade antioccidentale. Cet Etat a provoqué un tel phénomène de rejet dans le monde arabe que tous les clivages sociaux et nationaux en ont été bouleversés. En soutenant Israël, l'URSS a dressé contre elle l'ensemble des peuples arabes, et affaibli durablement la position des partis communistes locaux. Il a été facile aux gouvernements de se lancer dans la voie de campagnes anticommunistes. Dès ce moment, les communistes, liés à l'URSS, étaient exclus de la communauté nationale par tous leurs compatriotes. Pendant des années, le choix soviétique, qui conduit à une assimilation simpliste communisme=sionisme, a eu deux conséquences : l'isolement et l'effondrement des partis communistes locaux et leur désarroi face à Moscou. Des communistes syriens résumaient ainsi la situation à cette époque : « Nous sommes exactement dans la situation des communistes français au lendemain de la signature du pacte germano-soviétique ». Coupée des Arabes, l'URSS n'est pas tellement plus avancée du côté israélien. Passée la phase initiale des conflits, Israël, qui ne veut se situer dans aucun camp, s'efforce de normaliser progressivement ses relations avec les Etats occidentaux, et d'abord avec la Grande-Bretagne. Le soutien de la puissante communauté juive des Etats-Unis interdit d'ailleurs d'espérer qu'Israël adopte des positions foncièrement antiaméricaines. De plus, le problème de l'émigration vient très tôt troubler les rapports soviéto-israéliens<sup>[4]</sup>. Israël compte sur les Juifs soviétiques pour renforcer son potentiel humain, alors que l'URSS se refuse à admettre que des citoyens soviétiques puissent souhaiter émigrer. Le principe même en est exclu.

Dès la fin des années quarante, il est patent que la dernière tentative stalinienne a été un désastre. L'URSS est plus exclue du Moyen-Orient qu'elle ne l'a jamais été ; elle y a accumulé de surcroît rancœurs et inquiétudes. Staline a exploré toutes les voies permettant d'étendre son influence dans cette partie du monde : revendications territoriales, soutien aux minorités, soutien aux partis, finalement soutien à Israël ; toutes ont conduit à des impasses. Il en tire alors une leçon qui est celle du repli. Le rideau de fer sépare tout autant l'URSS de l'Orient que les deux Europes.

Les successeurs de Staline maintiennent cette politique de repli, même lorsqu'une nouvelle chance paraît s'offrir. En 1953, l'Iran semble basculer vers l'URSS. Mossadegh, le Premier ministre qui a essayé de briser le

blocus — réponse occidentale à la nationalisation du pétrole iranien — cherche partout les moyens de sauver l'Iran de l'asphyxie économique ; il s'adresse finalement à l'URSS pour lui demander de l'aider. Moscou repousse cette possibilité d'intervenir en Iran, comme il refusera quelques semaines plus tard de répondre à l'appel du Tudeh qui se proclame maître du pouvoir. Sans doute, alors que la guerre froide se prolonge, les Occidentaux n'auraient-ils pas admis que l'Iran glisse dans l'orbite soviétique. Mais avant même que la question n'ait été réellement ouverte, l'URSS avait montré qu'elle n'entendait pas profiter de l'événement pour prendre pied dans le Moyen-Orient. Sa passivité, comme ses initiatives, semblent ainsi conduire au désastre. Ce sont les Etats-Unis qui régleront la crise d'août 1953 et se donneront pour tâche d'écarter l'Iran de la tentation révolutionnaire. L'URSS n'a plus aucune influence au Moyen-Orient à cette époque. Et les Etats-Unis, qui, en supplantant la Grande-Bretagne, sont devenus ses vrais rivaux dans la région, mettent l'Iran sous leur tutelle et en font une place forte de leur politique de *containment* à l'égard de l'URSS. Les tentatives expansionnistes débouchent sur un état de siège.

Mais le Moyen-Orient est aussi pour l'URSS un thème de propagande. En 1919, elle dénonce les traités inégaux, appelle à l'émancipation les peuples dominés et se fait le champion de ces peuples. Dans un monde où les systèmes coloniaux se maintiennent, l'Etat soviétique, même lorsqu'il sacrifie beaucoup à ses exigences étatiques, se présente toujours comme la seule grande puissance non dominatrice. Ayant coupé ses liens avec le passé, renoncé aux privilèges du régime déchu, répétant à l'envi qu'il est un Etat nouveau-né d'une volonté de liberté, l'Etat soviétique est accepté, reconnu par les peuples de l'Orient voisin comme fondamentalement différent des autres Etats européens. Qu'il ait progressivement retrouvé son autorité sur les peuples dominés de l'Empire importe peu, car ces peuples sont mal connus à l'extérieur, et leur statut souverain fait illusion. Jusqu'en 1945, l'URSS conservera le prestige de l'Etat pur de tout péché colonial, et pourra dénoncer le colonialisme des autres. Si dans les années trente la Turquie s'en écarte, ce n'est pas en raison des menaces que l'URSS fait peser sur elle, mais simplement parce que la montée politique de l'Allemagne nationale-socialiste fascine les pays d'Orient. Pays vaincu, humilié, dépouillé de ses possessions coloniales, l'Allemagne puissante des années trente incarne mieux les rêves de revanche des peuples dominés qu'une Union soviétique isolée qui se débat dans des difficultés insurmontables. L'hostilité des deux grandes puissances coloniales à

l'Allemagne la désigne aussi à la sympathie des peuples assujettis à ces deux nations. Inversement, le rapprochement soviétique avec la France et la Grande-Bretagne au milieu des années trente affaiblit sa position morale et lui interdit momentanément de dénoncer avec trop de vigueur le fait colonial. L'URSS avait recueilli des sympathies ; l'Allemagne émerveille par sa puissance et contribue à l'éclipse soviétique dans les pays immédiatement voisins.

La guerre ouvre une période ambiguë où l'URSS a grand mal à définir une position cohérente. D'un côté elle peut progresser au Moyen-Orient et elle ne se prive pas d'y installer missions, centres culturels, librairies, et d'y faire un effort de propagande important. Mais en même temps, elle y est présente au même titre que les autres puissances, en tant qu'alliée des Etats dominateurs. Elle ne peut plus prêcher la révolte nationale, et le communisme n'a qu'un auditoire limité. Les peuples d'Orient ne se sentent guère concernés par la croisade démocratique, et auraient même tendance — du moins jusqu'à Stalingrad — à préférer l'Allemagne. Cette image d'une grande puissance analogue aux autres va encore être renforcée par l'attitude de Staline au moment de la victoire. Ses exigences territoriales effacent tout le capital de sympathie accumulé depuis 1917. Peut-on encore dénoncer le colonialisme lorsqu'on demande à devenir un colonisateur ?

Sans aucun doute Staline a compris l'erreur commise. Son retrait, l'effacement où il se complaît après 1948, témoignent de sa volonté de restaurer l'image de l'Etat soviétique révolutionnaire et émancipateur. La politique soviétique empruntera désormais de nouvelles voies, celles de la seule propagande. Son absence du Moyen-Orient, qu'elle ressent constamment comme une faiblesse, va être dès lors son principal argument, sa force réelle. A la conception classique de l'influence qui s'exerce par la présence, la possession et le contrôle, elle substitue une conception plus nuancée de l'influence, celle qui s'exerce de loin sur les esprits. L'URSS va, par voie de presse, par des émissions en langues locales vers les pays du Moyen-Orient, par le canal des partis communistes lorsqu'ils subsistent, dénoncer, jour après jour, « l'impérialisme » et ses ingérences dans la politique intérieure des Etats du Moyen-Orient, son développement sournois qui en fait un système de domination coloniale déguisé. A l'« impérialisme », la propagande soviétique oppose l'exemple du camp socialiste qui n'intervient jamais dans la vie politique des Etats souverains et qui n'aspire à l'exercice d'aucune domination ou influence.

Plus se renforce la présence occidentale, essentiellement américaine, au Moyen-Orient, plus cette propagande se développe ; appel constant aux volontés nationales, au droit à l'indépendance, à l'exercice d'une souveraineté totale. L'effacement soviétique affaiblit progressivement les griefs des années 1945-1947, d'autant plus que l'aspiration à l'indépendance croît dans tout le Tiers Monde. Ce qui compte c'est le dominateur d'aujourd'hui ; non celui qui hier manifestait des vellétés de s'imposer. La crédibilité de la propagande soviétique est d'autant plus grande que, dans l'ensemble, les tentatives de Staline n'ont jamais été couronnées de succès ; elles témoignent même que l'URSS n'a pas la force nécessaire pour imposer sa domination même lorsqu'elle le souhaite, et qu'en définitive, depuis 1917, l'URSS n'a jamais pu acquérir de position forte au Moyen-Orient. La puissance américaine qui se déploie partout dans le monde est infiniment plus inquiétante pour ceux qui, dans le monde arabe et en Iran, se préoccupent d'affirmer la souveraineté de leur Etat.

En définitive, la politique soviétique au Moyen-Orient, dans les périodes où elle s'est manifestée, n'a pas été très efficace, mais ses échecs commencent à servir l'URSS au début des années 1950, lorsque partout au Moyen-Orient le problème d'une indépendance politique réelle est à l'ordre du jour, lorsque les choix des chefs d'Etat sont contestés par une opinion publique encore difficile à cerner, mais dont la formation et l'unification se font autour d'une volonté nationale.

Le changement qui s'opère au Moyen-Orient, et dans l'ensemble du Tiers Monde, coïncide avec l'évolution propre de l'URSS. Au cours de sa longue carrière Staline s'est relativement moins occupé des problèmes de politique extérieure que de la construction de l'Etat soviétique. Des deux aspects que pouvait revêtir, en raison de sa double nature, la politique de l'Etat soviétique – action révolutionnaire, action diplomatique — il a presque continuellement privilégié le second, considérant que le but fondamental de la politique extérieure de l'URSS était de préserver et renforcer l'Etat soviétique. Cette conception « soviéto-centriste » de la politique extérieure est attestée par l'orientation du Komintern à partir de 1928, qui identifie la lutte du prolétariat mondial au renforcement de l'URSS, et subordonne la première au second. Les possibilités d'expansion de l'influence soviétique, puis d'instauration de régimes socialistes au lendemain de la guerre ont renforcé Staline dans la conviction que les progrès de la révolution sont liés à la guerre, que seules les guerres permettent à la révolution de reprendre sa marche en avant. Il en a conclu



qu'aucun compromis n'est possible entre socialisme et capitalisme. Aussi longtemps que le capitalisme subsisterait, la possibilité d'affrontements violents entre les deux systèmes subsiste, et donc la possibilité d'étendre le champ d'action révolutionnaire. A cette conception radicale des révolutions s'ajoute une conception non moins radicale des relations interétatiques. Pour Staline, les progrès révolutionnaires passent par des changements institutionnels, absolus, dans la vague de bouleversements internationaux ; les relations inter-étatiques se réduisent à une cohabitation hostile, méfiante de part et d'autre, et ne tolérant aucun compromis ou aménagement. La guerre froide est l'expression accomplie de cette vision immobiliste et conservatrice des relations internationales.

Pourtant, au début des années 1950, bien que son pouvoir reste entier, Staline ne peut empêcher ses collègues de discuter ses positions. Dès 1945–1946, il a eu à arbitrer des débats où certains dirigeants soviétiques prônaient un militantisme révolutionnaire ininterrompu qui aurait dépassé le cadre de l'Est européen pour atteindre toute l'Europe, tandis que d'autres mettaient l'accent sur la nécessité de reconnaître la force du monde capitaliste et de trouver la voie d'une politique de coexistence qui renforce l'URSS en la rendant présente au monde extérieur<sup>[5]</sup>. Entre ces deux positions extrêmes, Staline avait maintenu une position moyenne, rejetant d'un côté un dynamisme révolutionnaire excessif, de l'autre une politique de conciliation avec le capitalisme au nom d'une révolution limitée au domaine possible (c'est-à-dire là où il y avait accord international pour laisser s'exercer l'influence soviétique), limitée aussi au domaine contrôlable. C'était la révolution dans les territoires contigus ou placés sous contrôle soviétique<sup>[6]</sup>.

Ce choix dans les faits n'empêche pas le débat d'idées de se développer. A l'origine, il y a un livre, œuvre de l'économiste d'origine hongroise, Varga, *Les transformations économiques du capitalisme après la seconde guerre mondiale*. Paru en 1946, accueilli par un parti réticent devant les implications que ce livre entraîne, il est soumis en 1947 à la discussion d'un groupe d'experts. De fait, Varga bouscule beaucoup d'idées en vogue. Partant de l'étude du capitalisme tel qu'il se présente au lendemain de la guerre, l'économiste pulvérise la théorie de la crise imminente du capitalisme qui, depuis des décennies, a été le fondement de toute la politique extérieure et intérieure de l'URSS. A l'image traditionnelle d'un capitalisme moribond il oppose l'idée d'un capitalisme profondément changé, beaucoup plus stable qu'on ne l'a longtemps cru en URSS et riche

de capacités d'évolution dont la théorie soviétique ne peut plus faire abstraction. Pour Varga, l'Etat capitaliste d'après-guerre était capable de promouvoir lui-même des transformations structurelles décisives, d'accomplir des réformes sociales sans déclencher de crise politique profonde. De plus, Varga pensait que ces tendances de la société capitaliste, alliées à un nouvel équilibre mondial, ne rendaient plus inévitables les conflits entre les deux systèmes. Ainsi, l'intérêt de l'Union soviétique n'était-il plus de se cantonner dans une hostilité stérile qui, en dernier ressort, l'affaiblissait mais, au contraire, de coopérer avec un monde occidental changé, évoluant sans éclat, mais continûment, pour mieux peser sur cette évolution.

Ces thèses, dont les conséquences pour l'URSS étaient à peine explicitées, mais aisément compréhensibles, avaient des incidences considérables en politique extérieure. Elles impliquaient l'abandon de l'attitude militante des années 1945-1947, marquées par l'expansion communiste dans l'Est européen, et les tentatives révolutionnaires du Nord de l'Iran ; elles impliquaient plus encore l'abandon de la « guerre froide » caractérisée par l'extension de la notion de forteresse assiégée à tout le camp socialiste, et le passage à une politique d'ouverture et de coopération. Ce changement, dont Varga déchiffre la nécessité dans l'analyse du monde capitaliste d'après-guerre, va à l'encontre de la vision stalinienne du moment. Cette ouverture, Staline l'a rejetée en 1947. C'est contre une telle politique qu'il a réagi en contraignant ses alliés à repousser le plan Marshall et à s'aligner complètement sur le système politique soviétique, constituant ainsi le monolithe des dernières années de son pouvoir. C'est contre cela aussi qu'il reconstruit, avec le Kominform, l'instrument de l'unité des partis, au nom des tâches révolutionnaires futures. Le débat public, qui se déroule en URSS en 1947 sur les idées de Varga, s'efforce de minimiser leurs implications politiques et d'éviter le problème central, celui des conséquences internationales qu'impliquait un changement du monde capitaliste. La fin du débat témoigne du trouble qui règne alors dans les esprits en URSS, de l'indécision de la classe dirigeante. Sans doute, Varga est-il condamné à reconnaître qu'il est allé trop loin, et son institut, l'Institut de politique et d'économie mondiale est-il alors fermé. Mais la capitulation de Varga est très nuancée. On est loin des autocritiques humiliantes habituelles, et sa position personnelle, scientifique et matérielle, reste inchangée. Seize ans plus tard, dans son dernier ouvrage, *Essai sur les problèmes de l'économie politique capitaliste*, il s'en expliquera. Il s'agissait, écrit-il, moins de reconnaître ses erreurs, que d'empêcher les

Occidentaux d'utiliser des positions qu'ils auraient perçues comme fondamentalement révisionnistes et occidentalistes.

Très vite, d'ailleurs, les affrontements à Berlin et la guerre de Corée, qui mirent en lumière l'isolement et le retard stratégique de l'URSS fournissent de nouveaux arguments aux conceptions internationales de Staline. La citadelle du socialisme, même étendue en Europe et en Chine, se sent assiégée parce que faible. L'essentiel est alors pour l'Union soviétique de se renforcer à l'intérieur et à l'extérieur, d'éviter tout heurt avec l'Occident : en premier lieu, avec les Etats-Unis.

Pourtant, Staline lui-même n'est pas inconscient des changements décrits par Varga. Si, pendant toute l'après-guerre, il évite de se prononcer sur les problèmes qui agitent l'intelligentsia soviétique, à la veille de sa mort, au XIXe congrès, il intervient dans le débat fondamental ouvert par Varga cinq ans plus tôt. Son dernier ouvrage, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, publié en guise de préface au Congrès et qui, en apparence, est une condamnation des thèses de Varga, témoigne cependant de sa perplexité devant un monde transformé. Staline y affirme une fois encore que la crise du capitalisme est imminente, mais dans le même temps, comme Varga, il suggère que les conflits inter-systèmes ne sont probablement ni les plus importants ni les plus dangereux que le système international doit affronter. Plutôt que des guerres entre les deux camps adverses, ce sont des conflits inter-impérialistes, dus aux contradictions croissantes d'un capitalisme en décomposition, qui sont plausibles.

Ainsi, partant de prémisses opposées à celles de Varga — le déclin du capitalisme et non sa capacité à survivre en s'adaptant — Staline aboutit à des conclusions semblables ; les conflits internes du capitalisme peuvent laisser un répit au monde socialiste. Avec prudence, sans y insister, Staline entrouvre une porte vers une hypothèse qui, pour ses successeurs, sera le fondement de leur politique extérieure : la coexistence pacifique. Pour l'immédiat, il est clair que Staline refuse cette hypothèse, qu'il s'en tient aux deux éléments traditionnels de la politique extérieure soviétique : isolement défensif et insistance sur le progrès interne de l'URSS comme facteur décisif de l'évolution révolutionnaire mondiale.

La publication du livre de Varga, le débat de 1947, le dernier ouvrage de Staline prouvent bien que Staline, la classe dirigeante et l'intelligentsia soviétique sont conscients que le monde, après la seconde guerre mondiale, est fondamentalement différent du monde tel qu'il était en 1939. Les textes publiés en URSS à cette époque témoignent aussi que ce qui est

perçu en URSS comme élément décisif de ce changement, c'est l'affaiblissement du monde capitaliste par suite du mouvement d'émancipation qui agite les colonies et Etats dépendants. La crise du capitalisme c'est avant tout « l'effondrement du système colonial » qui la provoque. Ainsi se vérifie la prophétie faite par Lénine trente ans auparavant : le rôle décisif sera dévolu dans l'avenir aux masses orientales avançant sur la scène de l'histoire.

Le refus de Staline d'ajuster la politique de l'URSS au monde nouveau qu'il pressent est aisé à comprendre. Il a toujours, par tempérament et par héritage, été méfiant envers ce qui était étranger, envers ce qu'il ne pouvait contrôler. Très tôt, cette méfiance devient xénophobie. Ce n'est pas un hasard s'il a constamment dénoncé et traqué le « cosmopolitisme ». Et lorsque la coalition antiallemande des années de guerre éclate pour replacer face à face, chacun dans son camp, les alliés d'hier, Staline, loin de chercher à s'étendre vers les anciens pays dominés qui se soulèvent contre le monde capitaliste, les rejette vers lui, niant la réalité, la sincérité de leur soulèvement. S'il sait que le monde devient plus divers, il se refuse néanmoins à tirer avantage de cette diversité. De plus, toute ouverture lui paraît menacer l'ordre interne déjà si ébranlé par les années de guerre. Ici encore, on retrouve cet élément essentiel du stalinisme, l'accent mis sur la politique intérieure de l'URSS, sur son développement. Staline a toujours considéré la politique extérieure comme un moyen de la politique intérieure, mais sa volonté reste concentrée sur l'URSS. Ce qui, pour Lénine, en 1921, n'était qu'une solution du désespoir – consolider la citadelle du socialisme pour qu'un jour la révolution, l'internationalisme puissent repartir de l'avant — et une solution momentanée, est devenu pour Staline le fondement même du socialisme. Au début des années cinquante il faut renforcer l'URSS, y remettre de l'ordre. Toute ouverture vers le monde extérieur compromet cette remise en ordre. Finalement, pour maintenir le système intérieur inchangé, il faut maintenir ce qui justifie ce système (tel qu'il s'est développé depuis les années trente), c'est-à-dire l'encerclement et la menace extérieure<sup>[7]</sup>. Le dernier ouvrage de Staline est bien révélateur des contradictions du stalinisme. La lucidité sur le monde qui change, coexiste avec la volonté de conserver intact ce qui est, l'URSS telle que l'a façonnée Staline, alors que tout le corps social soviétique tend vers le changement. La réponse stalinienne est l'immobilisme extérieur et la contrainte intérieure renouvelée. Mais précisément, parce que les années de guerre ont été des années d'ouverture, de prise de conscience, immobilisme et contrainte sont intolérables. Le stalinisme est condamné à